

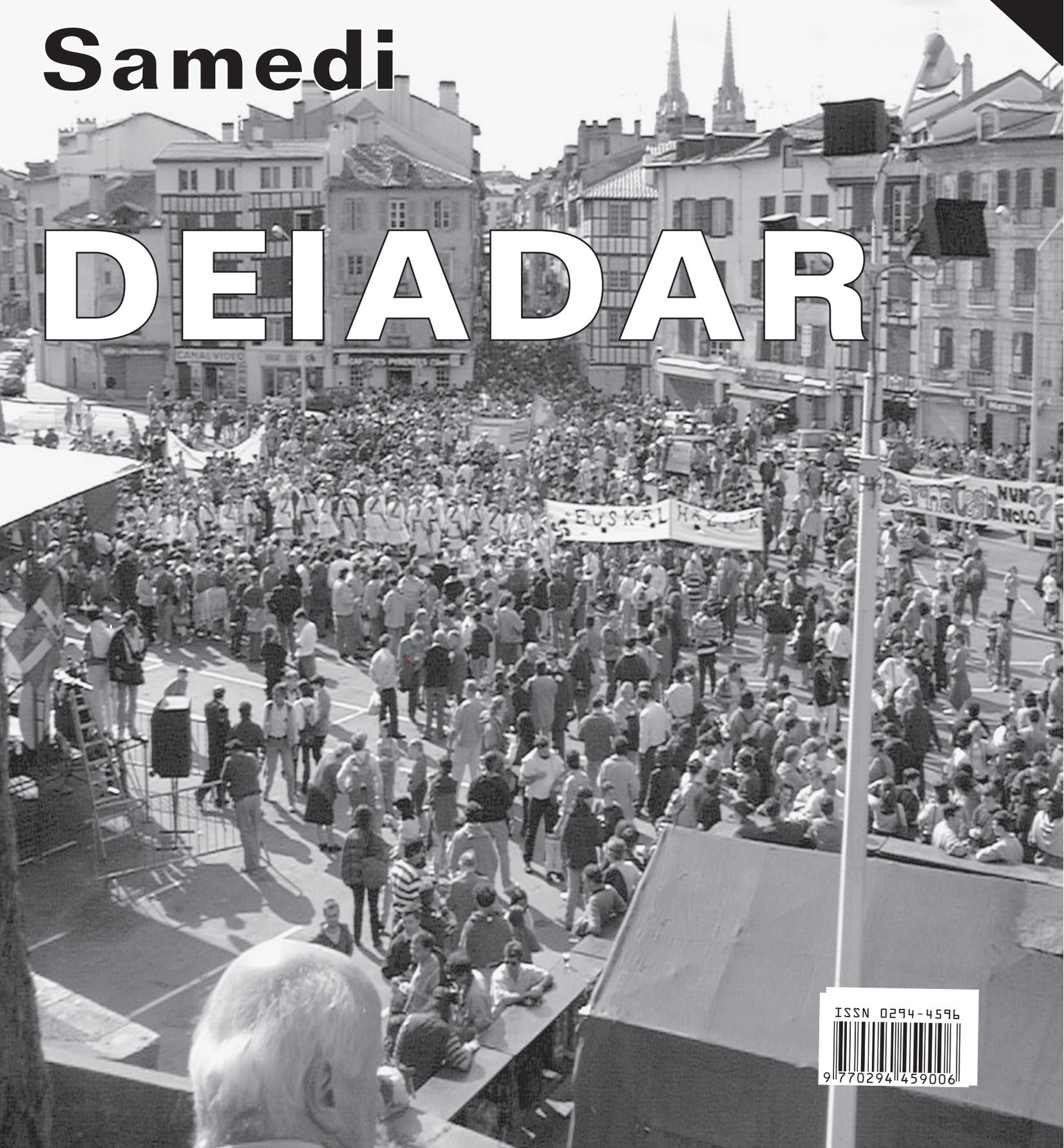
Enbata

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
22 octobre 2009
N° 2099
1,30 €

12.000 manifestants
contre la LGV

Samedi

DEIADAR



ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Mobilisation citoyenne

ILS l'avaient dit massivement lors des consultations organisées par le CADE à Lahonce, Mouguerre, St Pierre d'Irube, Ustaritz et Villefranque à l'occasion des cantonales et des européennes, ils l'ont redit avec force samedi à Bayonne: les habitants de ce pays n'aiment ni le mépris ni les coups de force. Au cours de ce qui a été la plus grande manifestation depuis celle du 9 octobre 1999 en faveur du département Pays Basque, élus et citoyens ont réitéré leur détermination à ne pas se voir imposer un projet de LGV aussi destructeur pour l'environnement que déstructurant pour le territoire.

La rencontre de dizaines d'élus et de milliers de citoyens, samedi à Bayonne, va bien au-delà d'un front du refus de circonstance. Pour la plupart des élus, arpenter les rues en signe de protestation n'est pas habituel. Le fait qu'ils étaient largement plus d'une centaine à marcher en direction de la sous-préfecture traduisait bien leur sentiment de colère et d'humiliation devant l'arrogance des pouvoirs publics et des grands élus locaux qui contestent leur légitimité à parler au nom des populations dont ils sont mandataires.

Il est vrai qu'en ces temps où népotisme et fait du prince sont les modes de gouvernance au plus haut niveau de l'Etat, il n'est pas étonnant que les potentats locaux aient le même comportement méprisant vis-à-vis de ces «petits» élus qui s'essaient à faire vivre la démocratie au plus près des préoccupations de leurs électeurs. Par leur présence massive à la manifestation, les élus communaux ont voulu affirmer leur légitimité et exiger des pouvoirs publics la considération qui leur est due.

En ce sens, il était plaisant de noter la présence dans le cortège de Jean-Jacques Lasserre, dont la récente conversion à la participation citoyenne en a fait sourire plus d'un. N'était-il pas, il n'y a guère, ce président du Conseil général qui voulait imposer aux populations interloquées

un couloir à camions transnavarrais tout aussi destructeur, coûteux et inutile que la LGV de RFF et que seule une mobilisation populaire aussi déterminée que celle qui s'est exprimée samedi a contraint à abandonner?

Au-delà de l'anecdote, il est heureux que la mobilisation politique se conjugue à la détermination citoyenne pour remettre en cause des choix dévastateurs, économiquement contre-productifs et socialement discriminants. Car en même temps que l'on veut saccager notre territoire, c'est l'avenir d'une économie durable qu'on hypothèque et des franges entières de la société qu'on laisse sur le bord de la route. La prise de conscience citoyenne qui refuse une reddition sans condition aux intérêts des puissances d'argent et des pouvoirs publics qui les protègent est de bon augure. Contrairement à ce que pensent nos dirigeants, le développement de notre territoire peut se faire autrement qu'en subsidiarité de Paris ou de Bordeaux et notre avenir n'est pas celui d'une arrière-cour récréative pour citoyens aisés.

Mais ne nous leurrons pas: en dépit de la contre-étude du Citec qui démontre l'inutilité de la LGV, en dépit de la démonstration de force des opposants samedi, la partie est loin d'être gagnée. Les Rousset, Grenet, Borotra, Espiondo, Lamassoure, Berckmans et autres zélotes des intérêts financiers maquillés en infrastructures soi-disant indispensables aux populations et proposées aux usagers au prix fort ne baisseront pas pavillon si aisément. Ils l'ont prouvé après la publication de la contre-étude, ils trouveront bien des arguments démagogiques, abondamment relayés par les médias à leur botte, pour emporter le morceau.

C'est pourquoi, on souscrira volontiers à la consigne donnée par Victor Pachon lors de sa prise de parole de fin de manifestation: si le projet n'est pas abandonné, pas une voix ne doit aller aux promoteurs de la LGV aux régionales du printemps prochain.

Segi dezatela horrela !

JOAN den larunbatean milaka lagun bildu dira Baionako karriketean tren bide berri baten proiektuari beren ezadostasuna oihukatzeke. Hamar mila kide polizaren arabera, hamabi mila antolatzaileen kontaketa... Batzuek aitortu dute larunbateko manifestazioak bazuela zer baita, kopuruan eta itxuraren aldetik bederen, duela hamar urte Euskal Departamendu baten alde egin zena. Barne Ministerioak begi onez ikusten dituelarik elkarretaratzeak, zenbakien arteko desberdintasunak ttipitzen dira denbora berean. Hamar urtez mobilizazioak berdintsuak baldin badira, ez da aldaketarik izan, aldiz, erantzunaren aldetik. Beti mespretxu bera! RFFeko ordezkariak biharamunean konfirmatzen zuten proiektuaren segitzea. Deus ez balitz izan bezala. Zer dira Euskal Herriko hamabi mila pertsona europar proiektu batean? Zer pisu dute tokiko hautetsiek europar interesen eta erabakizaleen parean? Iduri luke Barne Ministro den Michèle Alliot-Marie baten ikusmoldeak, ez duen pisu handirik eztabaida horretan, pentsa nola kontsideratuak izaiten ahal diren gure herri ttipietako auzapezak. Frantses xingolaz jauntziak izanik ere... Aste bat lehenago mespretxu bera salatua izan zen Baionako Suprefeturan. Berrogei bat herrietako hautetsiak karrika bazterrean gelditu behar ukan zuten, administrazio bateko batimendua- ren sartzea debekatua izana baitzioten. Hautetsi horien kul-

pa bakarra, hogeita hamabi mila herritarren kontsulta galdere sustengatzea eta suprefeturan pausatzea. Gehienek beren kexua aitortu zuten prentsari. Larunbat honetan beste mespretxu bat salatu beharko dugu. Hitzemana izana zen hizkuntz guttituen lege proiektua zalantzan litezke. Sarkozyk hitzemana hautagai zelarrik. Albanel kultur ministroak hitzemana geroztik. Martxoan Euskal Konfederazioari gutunez hitzemana. Bi minutaz Mitterrand-en kontseilari batek baztertua. Mespretxu hutsa. Baina ohartzen direa zer nolako oparia egiten diguten holako jarrera eta egin molde batekin? Deiar manifestazioaren aste bat lehenago, hizkuntz lege proiektua baztertua dela ofizializatzea; Herriko Etxeek erabakitzen dutelarik datorren martxoko hauteskundetako kontsulten sostengua, Suprefeturako sartzea debekatzea auzapezi; tren bide berri bat inposatzea gizarteko gehiengo zabal bat kontra agertzen delarik... Norbaitek nahi balitu mobilizazio horiek indartu, ez luke besterik egingo. Ez ditugu engainatu behar. Izan dadila mespretxua edo hutsegite bat, gure erantzun bakarra izan behar da ondoko mobilizazio guzietan parte hartzea. Parte hartze masiboa. Ez kontaketa berri batean sartzeko, Enbatako azken sar-hitza batek salatzen duen bezala, baina gure deliberamendua erakusteko. Hori neurtu nahi badute, segi dezatela horrela: neurtzen ahalko dute...



... que l'historien britannique Peter Martland révèle qu'en 1917 les services secrets de sa Gracieuse Majesté s'étaient attachés les services du jeune Benito Mussolini pour l'équivalent de 6.400 euros par semaine. Lorsqu'on connaît la suite... piètre retour sur investissement!

... qu'anticipant sur la montée du niveau des mers, conséquence du réchauffement climatique, le gouvernement de l'archipel des Maldives, ait tenu son conseil des ministres à 6 mètres sous l'eau avec masques et bouteilles d'oxygène. On sait que ces îles culminent à 2,3 mètres et sont donc appelées à être englouties à l'horizon 2100. Gouverner c'est prévoir...

... qu'au moment où le groupe de distribution Auchan annonce «l'arrêt de la commercialisation de toutes les espèces de requins menacées», le procès Clearstream continue à en faire étalage...

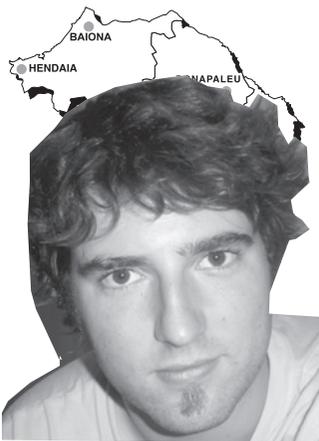
... que le grand quotidien régional *Sud Ovest*, dans sa relation de l'inauguration du centre rénové des sapeurs pompiers du BAB, présente par trois fois dans le même papier Michèle Aliot-Marie comme ministre de l'Intérieur. Que justice soit rendue à la garde des Sceaux ministre d'Etat!

... que la ministre d'Etat luzienne rappelle à propos de la ligne LGV en Pays Basque: «Je suis à l'origine de la remise en cause de ce que la technocratie veut imposer dans ce dossier». Bel exemple d'intériorisation du «Victor Pachon dans le texte» sans le savoir...

... pas tant que ça, que l'adjoint à la Culture de Bayonne, annonce que la salle Lauga, désertée par le basket, sera désormais dédiée à la culture... ce qui reste quand tout a fichu le camp...

L'euskara s'est fait de nouveaux amis

L'EUSKARA est-il devenu un argument électoral de tous les bords politiques? Perdition des points en politique lorsque l'on ne s'affiche pas en faveur de la langue basque? Ces questions ont le mérite d'être posées tant les témoignages hypocrites et de mauvaise foi se multiplient ces derniers temps autour du débat sur la loi-cadre pour les langues régionales et minoritaires. Je suis resté ébahi tellement certaines interventions politiques m'ont paru absurdes, abjectes voire à la limite du burlesque.



La mairie de Saint Jean de Luz: partisane du moindre effort

«Nous faisons déjà beaucoup d'actions pour la langue basque» (*Sud Ovest* du 24 septembre 2009). Voilà ce que Peyuco Duhart, maire UMP de Saint Jean de Luz, a rétorqué lorsque le groupe municipal Herri Berri, dont je fais parti, l'a critiqué lui et son équipe pour le manque d'utilisation de l'euskara au sein des conseils municipaux. Ainsi, pour le maire, avoir mis en place une signalétique bilingue et versé 66.500 euros aux onze associations assurant la promotion de la langue basque, c'est faire beaucoup... (surtout quand on sait, à titre d'exemple, que la mairie a payé environ 150.000 euros pour changer les toboggans de sa piscine). Il faut arrêter d'être rétrograde: ce n'est pas parce que les pollueurs payent une taxe que l'environnement va mieux. Il serait temps que la municipalité luzienne arrête de réduire sa politique vis-à-vis de l'euskara à une simple symbolique. Même si pour le maire, il n'y a pas suffisamment de basco-phones au sein du conseil municipal, certains élus ressentent le besoin de s'exprimer en basque. Que je sache il existe un droit des langues régionales. De plus, une circulaire de l'Office public de la langue basque paru en 2007 précise que l'utilisation du basque à l'oral est tolérée en conseil. D'ailleurs les mairies d'Urrugne, d'Ascain et de Sare l'appliquent alors

Michaël Alcibar

pourquoi pas celle de Saint Jean de Luz? Le maire a la conscience tranquille, tant mieux pour lui, mais il devrait avoir honte de se considérer comme un actif dans la politique linguistique du basque.

L'hypocrisie politique affichée au grand public

Pour ceux qui doutaient encore de la parole de certains élus, de leur arrivisme et de leur hypocrisie, le colloque sur les langues régionales et minoritaires organisé les 23, 24 et 25 septembre 2009 à la Faculté pluridisciplinaire de Bayonne-Anglet-Biarritz a permis de faire tomber des masques. Effectivement, Jean Espilondo, maire PS d'Anglet et ancien député, a affiché son envie d'encourager l'utilité sociale de l'euskara. De même, Jean Grenet, député-maire de Bayonne, s'est décrit comme un partisan convaincu d'une reconnaissance et d'un statut pour l'euskara...

Ces deux révélations sont parlantes d'elles-mêmes et ne méritent aucun commentaire si ce n'est un prix d'interprétation tellement le jeu des deux acteurs était bon. Nous vivons vraiment dans un monde où non seulement le ridicule ne tue plus mais où le mensonge ne suscite plus de scrupule. A qui veulent-ils faire avaler leur soi-disante solidarité avec l'euskara? Suite à ces déclarations, je me demande bien pourquoi la mairie d'Anglet n'a toujours pas embauché son technicien de la langue basque alors que cet emploi représente le seul moyen pour une commune d'encourager l'utilité sociale de l'euskara? Ou encore pourquoi Jean Grenet n'a jamais pris part au vote en faveur des amendements (amendement Le Fur par exemple) qui ont été proposés à l'Assemblée nationale pour officialiser les langues régionales et minoritaires? En revanche, il est clair que tous les deux se contraignent, dans un souci certainement électoral, à faire de l'hypocrisie populiste afin de ne pas contrarier ou de «draguer» les 12.6% à Bayonne et les 13.9% à Anglet d'électeurs qui ont signé la pétition de la plateforme Batera.

L'euskara a besoin d'un vrai soutien populaire

Il apparaît de manière évidente que l'euskara est devenu à la mode même dans les milieux politiques qui en ont une profonde aversion, voire pire, habités par un profond nihilisme à son égard. Si Mr Espilondo et Mr Grenet se sont vraiment découverts une conscience vis-à-vis du basque et si Mr Peyuco Duhart veut commencer à

réellement le soutenir, je serai extrêmement attentif à leur présence lors de la manifestation pour la co-officialisation de l'euskara organisée par Deiadar le samedi 24 octobre 2009. En attendant que nos trois nouvelles recrues se décident à venir, je vous invite à participer massivement à ce grand rassemblement où l'euskara sera à la fête. Croyez-moi, il en a besoin!! Manifa on deneri!!

Bertsolari Txapelketa Nagusia 2009 Iehen kanporaketa Uztaritze

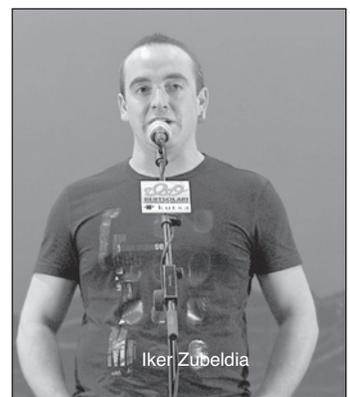
Beñat Gaztelumendi	669,0
Arkaitz Estiballes	661,0
Aitor Sarriegi	657,0
Xabier Paya	644,5
Unai Muñoa	615,5
Erika Lagoma	567,0



Beñat Gaztelumendi

Bertsolari Txapelketa Nagusia 2009 Iehen kanporaketa Zarautz

Iker Zubeldia	643,0
Iratxe Ibarra	627,5
Unai Agirre	622,0
Joxe Munduate	608,5
Xabier Silveira	595,5
Oihane Perea	558,5



Iker Zubeldia

Poursuivant sa politique en faveur de la langue basque, la Ville de Biarritz a naturellement passé



Maialen Etcheverry

une convention avec l'Office public de la langue basque depuis 2007, instituant une politique publique municipale. Ceci afin de «développer l'usage du basque dans ses documents de communication» de «poursuivre et densifier la signalétique intégrant la langue basque»,

de «favoriser la formation du personnel communal», de «soutenir la vie associative», de «relayer et faciliter la mise en œuvre de la politique linguistique de l'OPLB pour le milieu scolaire et la petite enfance».

Ce dispositif est innovant, car il s'agit de la mise en place d'une «politique publique linguistique» à l'échelle d'une commune. On retrouve ce dispositif à Bayonne et Hendaye, ainsi que dans six autres intercommunalités du Pays Basque. Mais à Biarritz l'originalité vient de la constitution d'un Bureau de la langue basque, avec une adjointe exclusivement dédiée à l'euskara, Maialen Etcheverry et un cadre chargé de mission, Mixel Esteban, avec un budget propre constituant un service «Bureau de la langue basque - Euskara bulegoa».

Ceci permet de développer une politique de normalisation publique de l'euskara, en s'appuyant sur une diffusion de la langue et une forte «animation» linguistique. D'abord pour faire vivre l'existant, le soutenir, le développer (ikastola, écoles à section bilingue, crèche Ohakoa, Gau Eskola, Uda Leku, etc.), mais aussi pour améliorer la présence de l'euskara dans la vie quotidienne, notamment en direction de la petite enfance, des écoles, des familles, de la jeunesse, du grand public bien sûr, mais aussi en direction du monde associatif et du secteur économique, en particulier touristique. Bref faire encore plus rayonner Biarritz au cœur du Pays Basque. Rencontre avec Maialen Etcheverry, adjointe au maire en charge de la langue basque - Euskara auzapezordea.

L'euskara levie

NBATA: Vous voulez développer l'euskara à Biarritz, mais vous dites en fait que l'euskara est facteur de développement. Pourquoi?

Maialen Etcheverry: Depuis deux ans, la Ville structure une politique publique de la langue basque. En préalable, il faut dire que nous avançons, grâce à l'unanimité du Conseil municipal, toutes les décisions concernant la langue basque fédérant les élus, tant de la majorité que des oppositions. La langue basque est ainsi à l'image de ce Biarritz où l'on aime «vivre ensemble»: l'euskara est facteur d'enrichissement humain, d'intégration culturelle, de cohésion sociale, de multiculturalisme, d'ouverture et d'échanges. Dans la construction européenne qui nous anime, il devient même un atout majeur de l'eurocité Baiona-Donostia.

L'euskara est aussi facteur d'enrichissement collectif, mais aussi de développement, en particulier au travers de l'emploi. C'est encore plus flagrant en cette période de crise. Savez-vous que nous manquons de professionnels bascophones dans la petite enfance, les services à la personne, le commerce, le tourisme, la banque? D'ores et déjà à Biarritz, on compte plus d'une quinzaine d'emplois d'enseignants de la langue basque dans les établissements scolaires et plus d'une douzaine d'emplois dans le secteur associatif de la petite enfance et des loisirs jeunesse? À la mairie, près d'une dizaine d'emplois sont très concrètement en lien avec l'utilisation de l'euskara au travers du service de la langue basque, de la médiathèque où nous disposons d'un espace unique consacré à l'euskara, de la formation interne en langue basque, des aide-maternelles des écoles, des services aux scolaires, etc.

Lors de cette rentrée, nous avons

constaté une augmentation des besoins de professionnels bascophones. La ville de Biarritz a ainsi lancé un recrutement d'Atsem (agent chargé de l'aide aux enseignants de maternelle). De même des associations cherchent du personnel qualifié bascophone, comme la crèche Ohakoa ou encore Les Petits Débrouillards, structure d'éducation scientifique, sans oublier le centre de loisirs Uda Leku qui a besoin de renforcer son équipe à Biarritz afin de mieux répondre à la demande croissante des familles. De plus, une réflexion dans le monde associatif voit le jour, avec des besoins spécifiques de formation en langue basque pour des permanents associatifs. Ce sera le prochain chantier du Bureau de la langue basque. D'autant que l'on note un développement sensible des activités en basque pour les jeunes: pendant le temps scolaire avec les premiers ateliers scolaires de théâtre en basque proposés par le Versant, avec de la musique en euskara organisée par les conservatoires en milieux ruraux en maternelle, avec des projets de glisse en euskara, l'intervention de UEU et de l'Atabal pour un projet autour du son et de l'image mené par le collège Fal. En dehors du temps scolaire, on note aussi une offre qui va en se développant, que ce soit avec les ateliers théâtre en euskara de la compagnie Maite Dugulako ou encore avec le Théâtre des Chimères qui, grâce à un acteur de qualité, Txomin Heguy, propose des lectures et contes en basque.

Visiblement, une véritable dynamique sociale se développe autour de l'euskara. C'est une nouveauté, résultant de la politique publique linguistique menée par l'OPLB, mais aussi sur Biarritz, provenant d'un travail entamé il y a plus de quinze ans, afin d'apporter une reconnaissance aux pionniers de l'euskara, aux associations militantes.

Parce que Biarritz rayonne, et que ce rayonnement constitue un atout écono-

■ 1992, les élus abertzale de Biarritz entrent dans la majorité municipale. 15 ans d'investissement dans l'euskara.

— Construction de l'ikastola évolutive en 1992-1993: 4,5 MF (690.000 euros).

— Rénovation et d'aménagement de l'ikastola entre 2005 et 2009: 371.000e.

— 2001: construction d'une médiathèque. Ouverture d'un département littérature basque: 6.500 ouvrages.

— Construction de la crèche Ohakoa en 2004-2005: 601.000 e.

— Aménagement du nouveau centre de formation d'AEK Gau Eskola en 2005-2006: 100.000 e.

— Travaux d'aménagement d'une classe bilingue à l'école publique d'Alsace: 60.000 e.

— Mise à disposition d'un bâtiment municipal de plus de 300 m² pour le gaztetxe Mizarbu.

Euskarare

2008AN, Biarritzeko euskararen hizkuntza politika ondoko baliabide berritzaileen inguruan egitura izan da: euskararen ordezkaritza baten sortzea, auzapez laguntzaile gisa aritzen dena, eta Euskara Bulegoaren eratzea. Biarritzeko Herriko Etxeak Euskararen Erakunde Publikoarekin izenpetu zuen 2007ko hitzarmenaren ildoan, indar horiek EEPK daraman euskararen normalizazio politikaren esparruan kokatzen dira. Politika publiko horren helburu nagusia honako hau da: hiztun osoen kopurua emendatzea, belaunaldi gazteak jomugatzat hartuz. Biarritzeko hiriarren mailan, helburuak honako hauek dira: euskararen erabilera garatzea komunikazio agerietan; euskara onartzen duen seinaleztari jarraipena eta

Jean-Stéphane Devisse, responsable du pôle Changement climatique et Politiques publiques de WWF, a coordonné en 2007 l'action des ONG pendant le Grenelle de l'Environnement

Etre sobre et efficace pour durer !

"Les crises économiques et sociales montrent que nous agissons sans outil de navigation"



"Même électrique, la voiture posera le problème des limites des ressources nécessaires à sa construction et son fonctionnement, et, des limites d'espace pour sa circulation et son stationnement."

Jean Stéphane Devisse, a vécu longtemps au Pays Basque et y garde encore de nombreuses attaches. Le vendredi 7 novembre, il donnera une conférence au Forum de Bayonne sur le Changement Climatique et traitera le thème "Transports, urbanisme et aménagement du territoire". Voici quelques réflexions qu'il a partagées avec Alda!

Confluence des crises...

Actuellement on se situe à un moment où on commence à sentir une confluence des crises. D'une part, la crise financière et économique. De l'autre la crise sociale liée à l'insatisfaction des besoins basiques (comme l'alimentaire et l'énergétique) voir de besoins plus profonds («Peut on rêver d'un «avenir meilleur» alors qu'une partie de la population connaît un confort matériel substantiel et que les règles de marketing sont censées la faire se sentir comblée ?).

A cela s'ajoutent les questions écologiques comme la crise climatique qui est le corollaire de la crise énergétique et alimentaire, et, la destruction de la bio-diversité (dont on ne comprend pas encore les conséquences) ou la crise des toxiques (par la grande quantité de contaminants qui règne dans notre environnement immédiat), qui sont le corollaire de l'abondance de biens.

... mais pas de confluence de solutions

On a de plus en plus d'alertes qui viennent, de l'extérieur du monde des ONG ou des associations, directement des milieux des analystes (scientifiques, économistes, etc.). Mais face à cette confluence de crises on n'a pas de confluence de solutions. Peut-être parce qu'on recherche des solutions à un niveau global en croyant que c'est par là que ça va arriver... Mais dans le monde revendicatif ou associatif, voir politique, il est clair que la construction ascendante (de la base au sommet) est plus solide que celle descendante.

Déficit d'indicateurs

Les crises économiques et sociales montrent que nous avons un déficit d'indicateurs. Nous faisons des choses sans outil de navigation.

Dans le social cela fait peu de temps qu'on cherche à mesurer le bien être de l'humanité car le PIB n'analyse pas le bonheur. Depuis la Révolution Industrielle on exploite les ressources naturelles sans aucun indicateur concernant leur caractère renouvelable ou durable. Pourtant, de nos jours, 75% des ressources en poison sont épuisées et le climat change plus vite que prévu par les scientifiques il y a 3 ans.

Lien entre l'écologie et le social

Nous, les environnementalistes, commençons à traiter la question énergétique avec un angle social. En effet, en matière de politique énergétique il faut hiérarchiser les actions. En travaillant d'abord sur la sobriété, puis sur l'efficacité et enfin sur les renouvelables.



Jean-Stéphane Devisse

Quand on modère la consommation et quand on utilise des appareils plus efficaces... le climat et le portefeuille se portent mieux ! C'est un cas concret reliant la question du social et de l'écologie.

Sobriété, efficacité et renouvelables

En changeant les ampoules, j'économise 80% d'énergie ! L'idée c'est de voir comment satisfaire les besoins objectifs de ma vie («éclairer») en répondant à la question «j'ai besoin de m'éclairer» et pas «j'ai besoin de chauffer le plafond avec les ampoules à incandescence qui sont des grille-pain accrochés au plafond». Actuellement la notion d'efficacité répond uniquement à la question de l'éclairage... Cette notion est une réponse technologique à un problème avant tout comportemental. En amont, avant d'allumer la lumière, il faut se poser la question «Est-ce que j'ai besoin de m'éclairer ?». Si oui, et bien j'allume, si non, on n'allume pas. C'est ça la sobriété.

Enfin, pour être durable, il faut toujours voir si nos actes ne sont pas nuisibles, pour nous-mêmes et pour les autres (y compris l'environnement).

Le temps naturel, économique et financier

La crise financière nous montre que les mécanismes financiers sur lesquels l'économie réelle de production a été obligée de se plaquer (sur des cycles de plus en plus rapides) ont mis l'économie en contradiction flagrante avec la productivité biologique ou naturelle qui dépend d'un temps «plus long».

Le coût du transport étant très faible cela a permis de segmenter la production économique. De nos jours 33% des camions transportent des produits alimentaires ou agro-alimentaires (des engrais aux denrées comestibles) et 15% des déchets.

Repenser le transport...

Le transport en général, c'est 27% du problème climatique au niveau européen. Au Pays Basque aussi on peut considérer qu'un tiers du problème climatique est lié au transport.

Compte tenu du fait que le transport répond aux objectifs d'un modèle économique absurde (les crevettes danoises seront décortiquées au Maroc pour être consommées en Europe...) et qu'on n'a pas d'emprise directe sur les donneurs d'ordres... il faut s'attacher aux solutions qui viennent du territoire, c'est-à-dire du Pays Basque.

En effet, sur le BAB, plein de mesures sont à la portée des citoyens et décideurs. Cela part de la prise de conscience de nos déplacements !

...cela passe par repenser l'agriculture et les déchets...

Le Pays Basque a un grand potentiel (climat et savoir faire des agriculteurs). Il doit pourtant importer des poireaux car le modèle dominant accorde des subventions aux agriculteurs à condition de produire du maïs. Le rétablissement des cercles de maraîchage autour des villes pour le XXI^e siècle devrait être une priorité pour les documents d'urbanisme et de formation des agriculteurs. Cela baisserait le transport en camion.

De même pour les déchets, il faudra voir ce qui les génère. Et comment éviter de remplir nos poubelles avec des emballages inutiles. Dans le cas où ils sont indispensables, il faudra voir comment les trier pour qu'ils retournent dans la chaîne de matière secondaire.



... ainsi que l'urbanisme !

Au Pays Basque il y a une absence totale de vision de l'urbanisme caractérisée par une conurbation cherchant à s'étendre sur du bâtiment horizontal et une notion de densité urbaine non prise en compte. Cela entraîne un mitage du territoire durant les 30 dernières années grâce au pétrole pas cher jusqu'en 2008. Et pourtant, il faut faire un usage plus parcimonieux du territoire. En effet, il faut considérer le territoire comme un producteur de bien matériel (alimentation), de Bio-Energie et aussi de Bio-Diversité, nécessaire à notre propre survie...

Bio Diversité !

Dans la Bio-Diversité on trouve les services rendus par la nature... Ainsi, aujourd'hui le climat est vivable car les océans et forêts absorbent le CO2 de l'atmosphère. Grâce à eux la température n'augmente pas plus ! C'est une assurance climat. D'autre part, la nature via la végétation, les forêts, etc. joue un rôle de buvard et de frein à l'écoulement de l'eau... Elle agit aussi comme dépolluant car même les arbres en ville stockent dans leur fonctionnement biologique des oxydes d'azote et des particules (qui sont sources d'épidémies, d'infections respiratoires). En Alsace il y a une obligation d'avoir une bande non cultivée à côté des cours d'eau qui dépollue au passage l'eau agricole avant qu'elle se rende à la rivière.

Enfin, la bio-diversité est aussi un service immatériel. En effet, la sensation de paix et le ressourcement qu'on retrouve en promenade dans les montagnes est un facteur cicatrisant qui nous comble et nous apaise. D'autre part, au Pays Basque la bio-diversité prend la forme de la présence de vautours faisant partie du ciel, du paysage et donc du patrimoine culturel.

Alternatives locales au changement climatique

Quand on sait que 50% des déplacements en voiture sont à moins de 3 km au niveau de l'hexagone... on imagine que c'est la même chose au sein du BAB.

De nombreuses mesures peuvent être prises au niveau des décideurs locaux et des citoyens...

Une offre alternative à la voiture doit donc se mettre en place. Une offre complète intervenant sur toute la chaîne pour que le choix paraisse naturel... Les villes qui agissent doivent faire une vraie politique de l'alternative au tout voiture : des réponses techniques à l'information du public... Cela inclue la mise en place d'un plan de déplacement des entreprises. Actuellement les grandes entreprises locales ont les parkings de leurs salariés qui débordent... alors qu'à une époque ils avaient leur propre service d'autobus pour le transport des salariés. Certes, l'habitat dispersé et la voiture correspondant toujours à un sas de liberté font que l'alternative doit être attractive et efficace. Le transport en commun pourrait avoir comme avantage le temps de transport plus court qui va libérer du temps aux usagers. Mais cela veut dire revoir l'urbanisme, prendre en charge la question des transports dans l'urbanisme (tant pour l'offre de transport que pour le développement de la densification urbaine). Les collectivités organisatrices (communes, départements, régions, etc.) pourraient faciliter le transfert modal voiture et rail en aidant l'aménagement d'équipements à moins d'un kilomètre de la gare... Cela rendrait le train plus intéressant que la voiture. Celle-ci, même électrique, posera toujours le problème des limites des ressources nécessaires à sa construction et son fonctionnement, et, des limites d'espace pour sa circulation et son stationnement.

Réponses organisationnelles, comportementales et technologiques

Les réponses aux besoins de l'humanité sont avant tout organisationnelles (politiques) et comportementales (psychologiques, sociologiques) et enfin technologiques ! Ces leviers nous permettent d'infléchir la marche du monde et de montrer que le monde à bâtir sera meilleur que l'actuel. □

Forum de Bayonne
sur le changement climatique
les 6 et 7 novembre 2009

Renseignements :
elkarte@orange.fr ou 05 59 25 65 52

Bi ixtorio

Kalakari

ISUNA

Egun batez, ostatutik ateratzean, isuna ematen ari den polizier bat ikusten dut.

Hurbiltzen niz eta erraten dakot:

- Bost minutuz baizik ez niz okindegian egon.

Ez duzu isun hori ezeztatzen ahal?

Ez entzunarena egin eta idazten segitzen du.

- Urde hastiala! erraten dakot.

Eta horra beste isun bat egiten duela, errota leuna izateagatik!

Burua berotzen senditzen dut eta zalapartaka hasten niz:

- Gaizo ez deusa! Zakur kasketaduna! Asto pelatua! Karrika izkineko kaka meta! Uzki ziloko mokorra!

Ah! hor, tripako minak untsa husten ditut! Oren laurden batez segitzen dut, et flikak, deus erran gabe, isunak metatzen segitzen du.

Ohartzen niz horrela segitzea debalde dela eta paso egiten dut.

Azkenean kasketaduna joaten da.

Orduan, ene autora abiatzen niz, karrika pare bat urrunago.

Ah! Zer buru eginen duen ene nagusiak bere autoa ikusiko duelarik!

ISTRIPUA

Pettanek auto istripua izan du apez batekin. Bi autoak xehatuak dira, baina beharrik, nehor ez da zauritua.

Bakoitza autotik jalgi ondoan, apezaren paltoan gurutze ttipia ikusirik, Pettanek erraten dako:

- Ah! Apeza zira! Begira gure autoak. Xehatuak dira, baina ez gira kolpatuak. Jaungoikoaren seinale bat dateke. Jainkoak nahi izan duke elkar ezagut dezagun, adixkide bilaka gaitezen eta bizi guziko bakean bizi gaitezen.

- Arrunt ados zurekin. Jainko Jaunaren obra dateke.

Pettanek segitzen du:

- Begira. Bertze mirakulu bat! Autoa porrosketan dut, baina Nafarroako arno botila hau osorik da. Jainkoak nahi duke arno hau edan dezagun gure xantzaren ospatzeko.

Botila idekitzen du eta apezari eskaintzen. Apezak zurrutada ederra edaten du (zainak, beroa...), eta Pettani itzultzen dako. Pettanek botila hartzen du, tapatzen eta apezari itzultzen dako.

Apezak galde egiten du:

- Ez duzu edaten?

Pettanek ihardesten dako:

- Ez, nahiago dut poliziaren beha barurik egon.

□

SÉBASTIEN CASTET

Euskal Konfederazioa



Euskarari lege geriza

Gaur egun, euskararen aldeko urratsak norberaren borondateak baldintzaturik dira.

Nombre de bascophones et usage de la langue basque en baisse

Eusko Jaurlaritzaren azken inkesta sozio-linguistikoak erakusten du Iparraldean hiztun kopuruak ttipitzen segitzen duela eta euskara dakitenean artean erabilera ere behehituz doala. Hamarkada luzeetan euskalgintzak eraman lana eta berriki botere publikoek euskalgintzaren presioaren ondorioz hasitakoa ez dira aski izan euskara galzoritik ateratzeko. Zergatik?

Manque d'un cadre légal pour une politique linguistique audacieuse.

Iparraldean euskara ez baita ofiziala, babes juridikorik ez baitu eta hizkuntza politika eraginkorrik ez baita. Gaur egun euskararen aldeko urratsak norberaren borondateak baldintzaturik dira. EEP bera ohartzen hasia da hautu librean oinarritu hizkuntza politika baten mugetaz, ikusten duelarik adibidez SNCF bezalako zerbitzu batean arduradunak ez direla batere prest euskarari den mendreneko lekua uzteko. Eta egia bada ere beste arlo zenbaitetan posible dela "zerbait" egitea, euskarak normalizazio bidean urrats sendoak eman ditzan nahi bada baitezpada-koa da euskara ofiziala izatea, babes juridikoa ukatea eta eremu eremuko hizkuntza politika eraginkorra abiatzea.

Première étape : projet de loi-cadre

Holako hizkuntza politika bat plantan ezartzeko lehen etapa frantses Gobernuak hitzeman lege-koadro proiektua izan daiteke. Izan ere, holako lege batek norabidea arloz arlo definituko luke, koadro zabala finkatuko luke eta ondoren lurralde bakoitzak bere hizkuntza politika garatuko luke bere eremuko hizkuntzaren egoeratik abiatuz, arlo desberdinetan (irakaskuntza, administrazioak, zerbitzu publikoak, hedabideak, eremu sozio-ekonomikoa...) erdietsi beharreko helburuak lortzeko eritmoak erabakiz.

Grande manifestation Deiadar ce samedi

Larunbatean Euskal Konfederazioak eta Kontseiluak Deiadar manifestaldi handi bat antolatzen dute Baionan, besteak beste lege hau lehenbailehen Parlamentuan aurkeztua izan dadin eskatzeko.

□

Le gouvernement prêt à renier sa parole

Lege hori Sarkozy Jaunak hitzeman zuen 2007an Presidente izateko kanpainan zelarrik. Ondoren, 2008ko maiatzean, Alanel Kultur Ministro ohiak Asanbladaren aitzinean berretsi zuen Gobernuak lege bat aurkeztuko zuela 2009an. Eta hitz horiek baieztatu zituen Euskal Konfederazioari 2009ko martxoan igorri gutun batean. Baina urriaren 16an, Frédéric Mitterrand Kultur Ministroaren kontseilari batek Euskal Konfederazioari jakinarazi dio Gobernuak zalantzak zituela lege bat egiteko egokitasunaz, agian ez zuela balio legerik egitea ikusiz lurralde hizkuntzak Konstituzioan sartu direla. Beste behin Gobernu bere hitza jateko prest da...

Tout changement constitutionnel doit être décliné au niveau juridique pour ne pas se perdre dans les interprétations

Beraz lurralde hizkuntzak Konstituzioan egotea aski ote da? Hizkuntza gutituen inguruko Baionako kolokioan parte hartu duten juristak ados ziren errateko alde bate-rik Konstituzioaren aipamen berria interpretatzeko hamaika era bazirela eta bestetik edozein aldaketa konstituzional maila juridikoan deklinatu behar zela, hain zuzen interpretazio hutsean ez erortzeko. Eta Historiak erakutsi digu zehaztapen eza euskararen kontra itzultzen zela, Konstituzioaren bigarren artikularekin bezala (ingelesaren kontra pentsatua zen artikulua hau maiz euskarari trabak ezartzeko baliatua izan da). Beraz bai, lege hori ezinbestekoa da.

Ce samedi, montrons que le sort de la langue basque nous préoccupe

Iraganeko Deiadar manifestaldiek mobilizazioaren bidez gauzak mugiarazten ahal zirela erakutsi digute (Euskal Kultur Erakundearen sorrera, Hizkuntza Kontseiluarena, etab.). Datorren larunbatekoa ez da soilik euskararen aldeko manifestaldi bat gehiago izanen, hitzordua dugu euskararen geroak axolatzen gaituela erakusteko, hitzordua dugu euskal gizartea prest dela bere hizkuntza berreskura dadin aldarrikatzeko eta orain pilota politikoen teila-tuaren gainean dela errateko: frantses Gobernuak lege hori zor dio euskarari. Hitza hitz.

er de développement à Biarritz

mique, nous n'oublions pas le tourisme de proximité et le commerce, secteurs très prometteurs en matière de langue basque, avec plus de 800.000 bascophones entre Donostia, Bilbo et Iruña. N'oublions pas ce public jeune et ces familles qui entretiennent avec le basque les mêmes relations affectives et utilitaires que les Catalans avec leur langue. Notre première action orientée vers le tourisme en basque porte sur la communication, avec la mise en ligne sur Internet de pages touristiques en euskara, à côté de l'anglais, de l'espagnol et bien sûr du français. Une innovation à Biarritz, mais aussi à l'échelle d'Iparalde, les villes proposant des sites touristiques Internet en basque étant encore trop rares.

compte 31 % de bascophones sur l'ensemble du Pays Basque Nord (population de plus de 16 ans, selon l'enquête sociolinguistique OPLB - INSEE 2006), sur le BAB le chiffre descend à 14,2 % de bascophones, dont certains ne maîtrisent pas pleinement la langue. On le voit, l'enjeu linguistique est de taille sur la zone la plus urbanisée du Pays Basque. Et les besoins d'une politique publique volontariste sont évidents.

Parce que la reconquête linguistique commence par l'avenir, nous travaillons prioritairement sur les jeunes générations. Ainsi, on compte plus de 25 % d'enfants scolarisés en basque dans cinq écoles maternelles de Biarritz (la moitié des établissements scolaires). Chiffre en progression constante chaque année. Si l'on remonte vers l'élémentaire,

survenus ces derniers mois laissent à penser que le mouvement est en route. L'été dernier, le centre de loisirs Uda Leku a doublé ses effectifs, accueillant certains jours plus de 30 enfants. La crèche Ohakoa qui reçoit une trentaine d'enfants en bas âges, refuse des familles par manque de places, chaque année 20 à 30 enfants. Ce mois d'octobre, la Gau Eskola de Biarritz a lancé une formation spécifique à l'euskara pour des parents d'élèves, touchant déjà huit familles biarrottes.

Enb.: Ce développement, c'est aussi un travail de terrain mené par le Bureau de la langue basque.

M. E.: Ses actions sont très étendues. Elles sont d'abord orientées vers la communication et la présence de l'euskara dans nombre de documents publics, à caractère événementiels ou administratifs, des panneaux d'exposition, la navette gratuite de la ville, etc. Elles concernent aussi la constitution de locuteurs municipaux bascophones sur des missions précises liées à l'école, la jeunesse, l'accueil du public, ceci grâce à l'action d'une chargée de formation interne, Anne-Marie Grenié, et d'un partenariat étroit avec AEK. L'autre domaine d'action concerne le suivi de la signalétique de la ville, avec la mise en place pour ce mois d'octobre d'une signalétique externe bilingue pour l'ensemble des écoles.

L'animation d'une Commission extramunicipale de la langue basque regroupant une vingtaine d'associations biarrottes constitue un autre volet, permettant de créer du lien entre associations et de susciter des actions linguistiques par un appui technique. Elles ont pu se concrétiser cette année par des spectacles en euskara, du cinéma en basque au Royal. Ce volet intéressant notamment les opérateurs culturels de la Ville permet de renforcer l'approche linguistique de l'euskara déjà en

fort développement au centre de musiques actuelles de l'Atabal et à Biarritz Culture. Chaque mois, nous avons deux à cinq manifestations culturelles, littéraires, sociales, cinématographiques en basque à Biarritz, avec un public qui répond présent, malgré un contexte sociolinguistique affaibli sur le BAB.

Enfin, une cinquième mission consiste à développer la présence de l'euskara au sein des écoles et hors du temps scolaire, que ce soit avec des outils municipaux comme la médiathèque, par municipaux comme l'Atabal, ou associatifs. Ceci en prenant en charge le financement d'opérations pour les écoles, tels la musique en basque, une journée sportive «euskaraz» ou encore en incitant les services publics de la Ville à faire des propositions d'activités en basque comme la prévention routière dispensée en euskara dans les écoles par la police municipale, les cours de natation par la piscine municipale, etc. L'appui financier de l'OPLB, au travers de ses appels à projets associatifs et scolaires est une complémentarité forte pour une présence sociale de l'euskara dans la ville. À cela, il faut aussi rajouter une campagne annuelle de promotion de l'enseignement bilingue, avec la venue en mai dernier du linguiste Claude Hagège, des réunions de parents dans les écoles et une forte communication positive en direction des familles.

Pour faire connaître ces actions et créer du lien favorisant la pratique de l'euskara, nous nous sommes dotés de deux outils bilingues de communication spécifique: la lettre d'information mensuelle bilingue «Zer Diozu?» et le blog de l'euskara à Biarritz «Euskararen Bloga». Se rajoute aussi une présence de l'euskara dans le magazine de la Ville, avec un sujet du dossier mensuel traité en langue basque. On peut consulter l'actualité de toutes les actions linguistiques menées à Biarritz sur le site [http://biarritzeuskara.canalblog.com].



L'ikastola de Biarritz (maternelle et primaire)

Enb.: Euskara facteur de développement certes, mais langue fragilisée sur le BAB?

M. E.: Oui, c'est le paradoxe. La langue basque est dynamique à Biarritz, mais peu présente au sein de la population, comme dans le reste du BAB. Le nombre de locuteurs y est faible. Si l'on

re, nous sommes à un total de plus 20% des enfants de 3 à 10 ans scolarisés en basque à Biarritz, contre 9% en 2001! Nous comptons bien rattraper l'ensemble du Pays Basque où l'on compte déjà près de 35% de scolaires en bilingue.

Sur le terrain, des indicateurs positifs

en aldeko urrats berri bat

indar gehiago ematea; Herriko langilegoari euskarazko formakuntzak eskaintzea; elkarte bizitza euskara hedatzen laguntzea; EEPren politika publikoa hedatu eta erraztea.

Bistan dena, indar gehiago egin behar da Hiriko komunikazioa eta gazteriari buruzko animazio arloetan bereziki. Baina aitzina eramaten ditugu, herriko kontseiluak aho batez hartutako euskarari buruzko erabakiak, maioritatea eta oposizioak hautetsiak batuz. Euskara, «elgarrekin bizitzea» hain gustukoa duen Biarritze horren irudikoa da. Bai, euskara pertsonen aberaste faktorea da, kultur integraztearena, gizarte kohesioarena, kultur aintzasunarena eta trukatzeara. Europaren berreraikitzean, Baiona-Donostia euro hiriarren

abantaila nagusi bat da.

Bai, euskara garapen kolektibo baten faktorea da. Oraindik argiago da krisi egoera honetan. Badakizue langile euskaldunak eskas ditugula haur ttipi, komertzio, pertsonai ekarri beharreko zerbitzu eta bankuaren arloetan? Badakizue euskarari lotuak diren hogoi bat enplegu badaudela Biarritzeko eskoletan (irakasle eta herriko langileak) eta hamabi baino gehiago haurtzaindagi eta haurren aisialdi arloetan? Hurbileko turismoa ahanzi gabe, Mauletik Bilbora eta Baionatik Iruñara doan euro-eskualde batetako milioi bat euskaldun hobeki hartzeko profesionalen beharretan izanki.

**Maialen Etcheverry,
Euskara auzapezordea**

Quand les jeunes logent les jeunes... !

L'ASSOCIATION des jeunes Herrian Bizi est arrivé au terme de son projet de Société civile immobilière solidaire.

Le projet consistait à acheter une maison afin d'y aménager des appartements pour les louer à loyer modéré à des jeunes.

L'apport financier de départ a été assuré par la participation de 148 personnes. Ceci a permis de décrocher un emprunt et de concrétiser l'initiative en aménageant cinq appartements.

Depuis juin 2009, ces appartements compris entre 40 et 50m² sont loués par des jeunes sur la commune d'Uhat-cize, à moins de 300 euros.

Ainsi, le 24 octobre la SCI Barne Kaldean Bizi tiendra son assemblée générale à 10h30 à la salle d'honneur de la mairie de St Jean Pied de Port. Tous les sociétaires, les partenaires, les bénévoles, seront invités.

A l'issu de cette réunion, les cinq appartements seront inaugurés.

**Biarritz — Médiathèque
samedi 31 octobre — 16h30**

Voyage cosmographique
(en basque, traduction assurée)
avec Aurelia Arkotxa, poète, académicienne basque et Josu Aured, accordéoniste.



Batasuna à nouveau décapité

La police espagnole a arrêté une dizaine de dirigeants de l'ex-Batasuna. Ministre de l'Intérieur et Audiencia nacional les accusent de vouloir reconstituer un parti interdit alors qu'ETA refuse de rendre définitivement les armes.

SELON la police, ils multipliaient les précautions pour éviter d'être filés, surveillés et pincés à l'occasion d'une réunion. Elles n'ont pas suffi. Le 13 octobre, sur ordre du juge Baltasar Garzón, dix dirigeants de l'ex-Batasuna ont été arrêtés par la police espagnole. Au siège du syndicat LAB à Donostia, se trouvaient réunis Arnaldo Otegi, ex-porte-parole de Batasuna, Rafa Diez, ex-secrétaire général de LAB, Ruffi Etxeverria, ex-secrétaire général de Batasuna qui venait de sortir de prison en septembre, Sonia Jacinto, responsable du parti dissous EHAK et Arkaitz Rodriguez Torres, dirigeant des jeunes de Haika qui font suite à Jarrai interdit. Ces cinq personnes participaient à une réunion de Bateragunea dont l'objet serait de chercher une porte de sortie à l'impasse où se trouve plongé le mouvement politique indépendantiste qui n'a pas désavoué ETA. Au même moment à Hernani et à Pampelune, la police procédait à l'arrestation d'Amara Esnal, dirigeante du mouvement Askatasuna (interdit), de José Manuel Serra, de Miren Zabaleta, de l'ex-membre du bureau politique de Batasuna, Txelui Moreno Sagües et enfin d'Ainara Oiz Elgorriaga. Toutes ces personnes ont été conduites à Madrid dans les heures qui ont suivi.

Avertissement du ministre en août

Cette série d'arrestations marque la volonté du gouvernement espagnol de maintenir une pression de fer sur la mouvance politique de Batasuna. Le 14 octobre, le ministre de l'Intérieur espagnol Alfredo Perez Rubalcaba a réitéré ses déclarations du début du mois d'août: «*Tant qu'ETA existera et refusera d'abandonner la violence unilatérale et pour toujours, Batasuna ne sera jamais présent dans les institutions.*

Leur choix est clair: ou bien les urnes, ou bien les armes. Il s'agit d'un préalable, d'abord le dépôt des armes. ETA demeure sourd au message. Il ne paraît pas avoir pris la mesure des déclarations ministérielles. Elles sonnent pour-



Arrestation d'Otegi au siège de LAB à Donostia

tant comme l'épigraphe à l'entrée de l'Enfer de Dante: «*Toi qui entres ici, abandonne tout espoir.*

Les dirigeants espagnols font leurs les attendus de Baltazar Garzón soucieux de prouver que Batasuna, sa mouvance et ETA font partie d'un seul et même réseau dirigé par l'organisation armée. C'est évidemment fermer la porte à toutes perspectives d'évolution ou de mutation politiques que pourrait secréter le mouvement, ce que bon nombre d'observateurs ne se privent pas de faire remarquer, en particulier au PNV.

Tout a déjà été dit sur les «*lois scélérates*» qui permettent de mettre en œuvre de tels procédés en toute «*légalité démocratique*». Le piège dans lequel Batasuna et ETA se sont en partie enfermés eux-mêmes au fil des années, marche parfaitement, sous couvert de radicalité et de jusqu'auboutisme entre les mains d'Euskadi Ta Askatasuna. La conséquence politique immédiate est qu'aux prochaines élections (1), la mou-

vance Batasuna sera absente, ce qui évidemment profitera aux deux partis espagnolistes PSOE et PP. Scénario connu et rodé. La nasse est en place avec pour seule sortie, les fourches caudines définies par l'adversaire. Le statu quo peut demeurer en l'état pendant un siècle, il est parfaitement gérable par l'Espagne éternelle. Et dans l'opinion basque, les rodomontades de certains dirigeants abertzale sur le long terme et notre lutte séculaire ne convainquent plus guère.

Un coup de retard

Depuis une douzaine d'années que Batasuna reçoit des coups majeurs qui réduisent à néant son action politique, ses dirigeants semblent bégayer. Ils tentent périodiquement de mettre en œuvre une nouvelle porte de sortie sans se rendre compte que l'adversaire vient de verrouiller le champ politique encore un peu plus chaque année. Batasuna a toujours un temps, un coup de retard dans la partie d'échec, il ne se rend pas compte qu'inexorablement sa capacité de manœuvre s'est encore réduite. Son schéma à peine en gestation est déjà obsolète, il sera tué dans l'œuf. Il est inutile de ressasser la même langue de bois pour ne pas «*désespérer Billancourt*». Le temps travaille contre lui. Les arrestations du 13 octobre l'illustrent une fois de plus, Batasuna ne semble pas avoir pris la mesure de la détermination de son adversaire et des moyens qu'il est prêt à mettre en œuvre. L'Espagne serre l'étau chaque jour un peu plus fort et cela marche très fort dans la Péninsule

et en Europe: cautions idéologiques et médiatiques, moyens politiques, juridiques, policiers, militaires, diplomatie et coopération internationale, soutiens européens y compris de la Cour européenne des droits de l'homme, toute la machine ronronne.

Bi harriz, lau xori

Les réponses politico-militaires de l'Etat espagnol pour réduire ETA et Batasuna ont finalement eu pour effet de permettre aux espagnolistes d'accéder au pouvoir dans les trois provinces: «*Bi harriz, lau xori!*» En structurant le champ des acteurs tel qu'il est aujourd'hui, l'Espagne organise la mise en minorité politique des forces abertzale et conforte sa domination. Le PNV doit se préparer à une cure d'opposition plus longue que prévu. Son souci majeur sera de prévenir les fortes tensions internes, voire les divisions dévastatrices, qui ne manquent jamais d'affecter le statut de l'opposant.

En tant que machine à faire perdre et à marginaliser l'abertzalisme, Batasuna et ETA fonctionnent à merveille. Qu'est-ce que l'Espagne peut espérer de mieux? Cette stérilisation du mouvement basque, marche aussi en Iparralde. Avec quatre partis politiques abertzale, nous faisons mieux que les trotskistes dans leur logique de chapelles qui s'entre-déchirent. Qu'est-ce que la France peut espérer de mieux? Les veinards, ce sont les abertzale qui se chargent eux-mêmes du boulot.

(1) Les élections municipales et forales auront lieu dans environ 18 mois. Un nouveau séisme politique est en vue. Les députés PP du Pays Basque, au grand dam de leur propre parti, viennent de voter aux Cortés aux côtés du PSOE et du PNV en faveur du renforcement du Concerto economico. Ils flattent habilement leur électorat en vue de la prochaine échéance...

Désarticulé pour la troisième

LE 26 août 2002, le juge Baltasar Garzón suspend les activités de Batasuna dans le cadre d'un procès sur le financement du parti et de ses liens avec ETA. Sept mois plus tard, la Cour suprême illégalement officiellement Batasuna en mars 2003, en application de la loi spéciale votée dans ce but par le PP de José Maria Aznar. En janvier 2006, la décision de suspension de Batasuna est prolongée de deux ans supplémentaires.

Le 4 octobre 2007, vingt-trois membres du nouveau bureau politique de Batasuna élu en 2006 malgré l'interdiction, sont arrêtés à Segura en Gipuzkoa. Dix

sept d'entre eux sont incarcérés. En janvier 2009, plusieurs dirigeants d'Askatasuna et de Demokrazia Hiru Millioi (faux-nez de l'ex-Batasuna) sont inculpés par Garzón en tant que «*membres d'une organisation terroriste*». Deux mois plus tard, ils sont remis en liberté contre le versement d'une caution de 6.000 euros chacun. Au total, quarante neuf responsables de l'ex-Batasuna ont été inculpés en 2009.

Cette pression juridico-policière a démarré en février 1997 avec l'incarcération pour la première fois de tout le bureau politique du parti, suite à la présentation d'une vidéo d'ETA consacrée

à l'Alternative démocratique diffusée le temps de parole électoral à la télévision.

L'acharnement judiciaire contre Arnaldo Otegi

Il fait partie des quarante membres de Batasuna inculpés par Garzón sur le dossier du financement du parti au travers de son réseau de bars (herriko taberna). La date du procès n'est pas encore fixée, mais il s'agit de l'affaire la plus grave qui pèse sur les dirigeants de Herri Batasuna, Euskal Herriarrok et Batasuna.

En outre, Arnaldo Otegi est inculpé

pour «*glorification du terrorisme*» parce qu'il a participé en 2005 à un hommage en faveur du prisonnier membre d'ETA José Maria Sagarduy.

En novembre 2004, l'ex-Batasuna organisait un meeting géant au stade d'Anoeta pour présenter un nouveau scénario de négociation, assorti d'une trêve. L'Audiencia nacional inculpe alors Arnaldo Otegi et deux autres dirigeants (Joseba Permach et Joseba Alvarez) pour avoir violé l'interdiction de Batasuna et pour «*glorification du terrorisme*».

Expulsé par la France en juillet 1987, Arnaldo Otegi fut condamné par l'Es-

Samedi 17 octobre dans les rues de Bayonne contre une nouvelle voie LGV en Pays Basque

12.000 manifestants



(Photo Pierre Etchandy)



(Photo Pierre Etchandy)



(Photo Pierre Etchandy)



(Photo Pierre Etchandy)



Bizi: l'imagination au pouvoir (photo Daniel Velez)



(Photo Pierre Etchandy)

En haut: allocation des élus.

Estimations: - police, 9.600 manifestants
- organisateurs, 12.000

En haut: J-J. Lasserre y était!

Dessous: les Verts contre Alain Rousset!

L'union sacrée

EN réaction aux dernières arrestations des ex-dirigeants de Batasuna, l'ensemble de la mouvance abertzale a tenu à protester contre cette atteinte systématique et permanente à la liberté d'opinion.

Samedi dernier, 17 octobre, le monde abertzale s'est donc retrouvé uni pour protester dans les rues de Donosti contre les arrestations des ex-dirigeants de Batasuna. Convoqué par les deux syndicats ouvriers ELA et LAB, les dirigeants des partis basques, PNV, EA, AB et Aralar, se sont retrouvés au coude à coude.

fois

pagne à six ans de prison. Il était accusé d'avoir participé à l'enlèvement d'un chef d'entreprise et fut libéré le 4 mai 1993.

Le 8 juin 2007, le leader indépendantiste fut incarcéré toujours pour «glorification du terrorisme» en raison de sa participation à un hommage rendu en 2003 au dirigeant d'ETA Argala, tué à Anglet à l'époque de la guerre sale. Condamné à quinze mois de prison, il en sort le 30 août 2008.

Last but not least, Otegi fut condamné le 5 novembre 2005 à quinze mois de prison pour «injures au roi» d'Espagne qu'il avait traité de «chef des tortionnaires». La peine fut suspendue le 17 mai 2006 par le Tribunal supérieur de justice du Pays Basque.

Deiadar, samedi 24 octobre

En faveur des langues régionales, en Occitanie, Bretagne, Catalogne et Pays Basque.
Manifestation à Bayonne, départ 17h Mail Chaho

UN cadre légal pour une politique linguistique audacieuse. Co-officialisation de l'euskara!

- Pour que le projet de loi sur les langues territoriales comme la langue basque promis en 2007 par Sarkozy et annoncé en 2008 par la ministre de la Culture Albanel soit rapidement présenté et débattu au Parlement!

- Pour que ce projet de loi offre un cadre légal permettant de développer la politique linguistique audacieuse dont a besoin la langue basque!

La loi sur les langues annoncée par le gouvernement sera une nouvelle étape dans le cadre d'une politique en faveur de la diversité des langues à laquelle la France ne peut pas échapper. Cette loi doit être avant tout la reconnaissance officielle des langues et des droits de leurs locuteurs. L'objectif est la vie de nos langues, donc l'urgence est de rétablir les conditions d'une transmission naturelle qui assurera leur avenir.

Il est primordial de prendre dès aujourd'hui les mesures qui assureront l'avenir de la langue basque; le système éducatif doit permettre que les nouvelles générations soit parfaitement bascophones; l'université et la formation professionnelle; il faut reconnaître le caractère stratégique de

l'enseignement aux adultes et imposer des quotas aux médias. Afin de pouvoir mettre ces mesures en place, il faut que l'euskara soit langue officielle. Il faut augmenter les crédits alloués à son développement et appliquer une politique linguistique audacieuse secteur par secteur.

Toutes ces demandes ont pour seul but de permettre à ces langues de vivre et à ceux qui le désirent de les utiliser et de les transmettre. Ces mesures devront être dotées des moyens humains et financiers pour les satisfaire. Elles seront un encouragement à la transmission familiale de nos langues.

Ces demandes s'adressent à l'Etat et aux Collectivités territoriales (communes, Communautés de communes, départements, régions). Chaque niveau des institutions doit prendre en charge ce qui relève de ses attributions.

Appel de José Bové

« JE serai à Carcassonne le samedi 24 Octobre 2009, aux côtés des Occitans pour soutenir les langues minorisées. Je soutiendrai aussi la manifestation qui aura lieu le même jour à Bayonne en faveur de la langue basque...»

Les écoles associatives immersives appellent à manifester

IL faut que les élèves qui ont eu la chance de suivre un enseignement en langue régionale efficace puissent vivre leur culture, créer dans leur langue.

Il faut qu'ils puissent bénéficier de médias qui les accompagnent dans leur quotidien.

Il faut qu'ils puissent vivre leur langue dans la sphère publique.

Avec l'avancée constitutionnelle, un pas a peut-être été fait, mais nous sommes encore loin du compte. Un projet de loi est nécessaire, mais ce projet doit être ambitieux pour répondre à nos besoins.

Pour cela, il faut être nombreux à participer aux manifestations du 24 octobre: L'eskolime (1) appelle à manifester pour nos langues:

- En Occitanie à Carcassonne.
- Au Pays Basque à Bayonne.
- En Bretagne à Carhaix dans le cadre du Salon du livre.

(1) Fédération regroupant les réseaux des écoles associatives immersives:

- ABCM Zweisprachigkeit (Alsace-Moselle)
- Bressola (Catalogne nord)
- Calandreta (Occitanie)
- Diwan (Bretagne)
- Seaska (Pays Basque Nord).



Nonagénaire

AU mois de juillet dernier j'ai déjà écrit dans *Enbata* un article sur les 90 ans d'Euskaltzaindia / Académie de la langue basque et je rappelais les diverses manifestations qui marqueraient le quatre vingt dixième anniversaire.

La dernière a eu lieu le vendredi 9 octobre 2009 au Palais de la Diputación de Guipuzcoa afin d'honorer la première séance à laquelle participaient les douze académiciens fondateurs le 7 octobre 1919. L'ensemble des autorités invitées a répondu présent en la personne des trois «*diputatu nagusi*» d'Alava, de Biscaye et du Guipuzcoa, un représentant du gouvernement de Navarre, la ministre de la Culture du gouvernement d'Euskadi, une représentante du ministère de l'Education du gouvernement central espagnol et M. Max Brisson au nom de l'Office public de la langue basque.

Le «*diputatu nagusi*» de Guipuzcoa, Markel Olano, présidait la séance et après avoir évoqué en termes élogieux le parcours de l'Académie, rappelait qu'en 1919 Julian Elorza, «*diputatu nagusi*» de l'époque, après son discours de bienvenue, avait cédé son fauteuil à Resurrección María de Azkue le premier président d'Euskaltzaindia, et le prenant en exemple, en faisait de même en cédant sa place à Andres Urrutia, l'actuel «*Euskaltzainburu*». Geste symbolique, geste de déférence aussi 90 ans plus tard.

Au total, ce fut un concert de louanges où chacun

Jean Haritschelhar

célébrait «*Euskaltzaindia*» et l'assurait de son aide financière et morale au regard des travaux accomplis dans le passé, des projets en cours et à venir. Mais, au-delà de cette reconnaissance, on peut mesurer le chemin parcouru. En effet, en 1919, l'Académie est fondée par les quatre «*diputaciones*» d'Hegoalde. Iparralde est absent, de



«*» Euskaltzaindia*» reçoit la caution de l'ensemble des autorités non seulement basque, mais aussi espagnoles et françaises»

même que le gouvernement espagnol, même si le Roi Alphonse XIII prononça un discours au Congrès d'Oñate en septembre 1918 où fut décidée la création de l'Académie.

Que de changements en 90 ans: le nombre des académiciens est passé successivement de 12 à 18, puis à 24 et il est de 30 en ce moment-ci. Au lendemain même de la période franquiste, par décret du 26 février 1976 Euskaltzaindia devient «*Real Academia de la lengua vasca*», reconnaissance officielle de l'Institution 57 ans après sa

création, reconnaissance aussi de la langue précédemment bafouée, humiliée, bannie. Sur la lancée c'est à leur tour les gouvernements basque et navarrais, ainsi que les «*diputaciones*» qui font de l'Académie l'institution officielle en matière linguistique.

A la présence du gouvernement espagnol s'ajoute, en ce 9 octobre 2009, la présence du président de l'Office public de la langue basque représentant l'Etat, la région, le Conseil général et le syndicat des maires d'Iparralde. Ainsi «*Euskaltzaindia*» reçoit la caution de l'ensemble des autorités non seulement basque, mais aussi espagnoles et françaises.

«*Euskaltzaindia*» qui a été une Institution transfrontalière dès son origine se voit ainsi confortée par l'adhésion des Etats. Il reste cependant un dernier palier à franchir: alors que l'euskara est langue officielle en Hegoalde, elle n'a pas le même statut en Iparralde. Certes, et c'est un premier pas, les langues de France autres que le français font désormais partie du patrimoine immatériel français de la Constitution.

Langue officielle dans l'Eglise à la suite du Concile Vatican II, mise au même niveau que toutes les autres langues, pourquoi n'obtiendrait-elle pas le même statut dans la loi fondamentale de l'Etat. On m'objectera que je ne cesse de rabâcher toujours la même chose, mais en tant qu'ancien enseignant et pédagogue, je sais que la répétition est à la base d'une bonne et saine pédagogie.

Sur votre agenda

Urria:

✓ **Vendredi 23, à partir de 21h, HELETA.** Concert organisé par Autonomia Eraiki: Cel 3, Descontrol et Mouss et Hakim. Entrée: 10 euros.

✓ **Samedi 24, à partir de 9h, BIARRITZE** (Casino municipal). Colloque «*Handicap et fratrie*».

✓ **Samedi 24, 11h, BAIONA** (Place Lacarre, puis les Halles). Baionan Kantuz.

✓ **Samedi 24, 11h, BAIONA** (cimetière Saint-Léon). Cérémonie d'hommage à Agosti Xaho devant sa sépulture.

✓ **Samedi 24, 15h30, HENDAIA** (Port). Baptême du Trimaran région Aquitaine-Port Médoc, de Lalou et Amaïur Alfaro en présence d'Alain Rousset, président du Conseil régional d'Aquitaine, de Jean-Baptiste Sallabery maire d'Hendaye.

L'édito d'*Enbata* de cette semaine m'a surpris et inspiré ces quelques remarques que je vous fait parvenir.

Il s'agit évidemment de la fin de l'édito qui nous dit que les abertzale ne doivent pas se laisser avaler par le travail de Batera et ne doivent pas y réduire leurs ambitions. Je pense que tout le monde est d'accord avec cela et qu'il s'agit d'une question sur laquelle il faut toujours rester vigilant (et que l'on a plusieurs fois évoqué au sein d'AB): comment maintenir un équilibre entre l'animation de mouvements de masse larges et le combat propre au mouvement abertzale. Avec deux écueils à éviter: la dilution et l'effacement des revendications abertzale dans des revendications tactiques communes à plusieurs forces politiques d'une part et d'autre part le repli et l'isolement sur les revendications propres aux abertzale avec une influence marginale sur la population.

Courrier

Ce qui me gêne c'est le moment où est faite cette remarque et la façon publique dont elle est faite. Batera a réfléchi et hésité depuis plus d'un an sur la marche à suivre (et ces débats ont été très présents au sein d'AB). La plateforme a organisé une AG en juillet dernier et approuvé une feuille de route avec une nouvelle mobilisation inédite sous la forme d'une consultation citoyenne organisée partout où cela sera possible à l'occasion des Régionales de mars 2010. Il ne s'agit pas comme le dit l'édito d'une «*énième constitution de preuve*» mais d'une nouvelle mobilisation pour maintenir la pression sur la question institutionnelle au moment où démarre la réforme des collectivités territoriales ainsi que l'attention et l'intérêt de la population sur le sujet (ce qui n'est jamais définitivement gagné surtout en temps de crise socio-économique). Il s'agit bien du cœur du combat abertzale. Faire en sorte que les habitant(e)s de ce pays se consti-

tuent en «*sujet de décision*» n'est ce pas «*affirmer et approfondir*» le combat abertzale comme le prône l'édito? Alors que Batera entre dans la phase décisive de mobilisation de centaines de personnes, commune par commune, pour organiser cette consultation et faire savoir à la population qu'elle aura lieu, dire publiquement aux abertzale que l'on n'a pas que ça à faire est pour le moins maladroit et un peu démobilisateur. Je pense personnellement que c'est ce que les abertzale ont de mieux à faire dans les mois qui viennent. La dernière phrase «*les abertzale ne peuvent y réduire leurs ambitions*» est pour le moins ambiguë et rappelle ce que le collectif pour l'autonomie et Batasuna nous répète depuis plusieurs mois: les abertzale doivent désormais défendre leur revendication institutionnelle et abandonner la travail en commun au sein de Batera. Izan ontsa.

Jakes Bortayrou

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- L'euskara, levier de développement à Biarritz 4 et 9
- Batasuna à nouveau décapité 10
- Cahier n°2 «*Alda*» quatre pages de 5 à 8

■ *Enbata*, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: en-bata@wanadoo.fr